

Annexe ZMD 4 - prolongation des Droits Initiaux attachés au cofinancement en dehors de la Zone Très Dense

Entre les soussignés

Le Syndicat Mixte Ouvert Deux-Sèvres Numérique, dont le siège social est situé au Conseil Départemental, mail Lucie Aubrac, CS58880, 79028 NIORT CEDEX, immatriculé au RCS de Niort sous le numéro 200072197,

ci-après dénommé " **RIP FTTX** "

représenté par René Bauruel en sa qualité de Président du Syndicat Mixte Ouvert, dûment habilité.

De première part,

ET

XXX société Anonyme au capital de XXX €, immatriculée au RCS de XXX sous le numéro XXX, dont le siège est situé au XXX.

ci-après dénommée « l'Opérateur »

Représentée aux fins des présentes par XXX, en sa qualité de XXX, dûment habilité à cet effet

De seconde part,

Ci-après collectivement dénommés « les Parties » ou individuellement « Partie »,

article 1 - Objet

L'objet de la présente annexe est de déterminer les conditions contractuelles de prolongation, au terme de la période initiale de 20 ans, des Droits Initiaux tels que stipulés à l'Annexe « droits associés au cofinancement » des Conditions Particulières dont dispose l'Opérateur en contrepartie du cofinancement du réseau FTTH et de sa participation à son entretien au titre des Conditions d'Accès.

Les Droits Initiaux sont concédés à l'Opérateur pendant une première période de vingt (20) ans dans les conditions fixées à l'annexe « droits associés au cofinancement » des Conditions Particulières. Au-delà de cette première période, les Droits Initiaux concédés à l'Opérateur sont prolongés pour une période complémentaire de vingt (20) ans conformément aux stipulations de la présente annexe et leur exercice est soumis aux stipulations des Conditions d'Accès, quel que soit le nouveau mode de gestion retenu à l'issu du Marché Global de Travaux.

Les modalités de prolongation des Droits Initiaux décrites dans la présente annexe ne peuvent être modifiées ou remises en cause par RIP FTTH et ses successeurs éventuels dans une nouvelle version des Conditions d'Accès ; dans le cas d'une nouvelle version des Conditions d'Accès, la présente annexe en fera partie intégrante et sera considérée comme une annexe supplémentaire de ces nouvelles Conditions d'Accès.

Les modalités de prolongation des Droits Initiaux décrites dans la présente annexe ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord exprès des Parties qui fera l'objet de la signature conjointe d'une nouvelle version d'annexe ou d'un avenant à celle-ci.

article 2 - Articulation temporelle

La conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du réseau FTTH ont été confiées à Orange pendant la durée du Contrat de la Commande Publique. Sa commercialisation est assurée, pendant cette même durée, par RIP FTTH avec l'assistance d'Orange.

Pendant la période d'exécution du Contrat de la Commande Publique, l'Opérateur acquittera les tarifs relatifs aux investissements réseau (cofinancement, raccordement finaux et grosses réparation) et les tarifs relatifs à son exploitation à RIP FTTH. Au terme du Contrat de la Commande Publique, selon le mode de gestion retenu, l'Opérateur s'acquittera des mêmes tarifs auprès soit de RIP FTTH, ou de son éventuel exploitant ou cessionnaire.

L'acquisition des Droits Initiaux pour une durée initiale de vingt (20) ans prolongeable pour une durée complémentaire de vingt (20) ans, décomposée en quatre sous-périodes de 5 ans, sera soumise au paiement des tarifs du cofinancement tels que stipulés dans les Conditions d'Accès pour la durée initiale et du tarif de prolongation tel que défini en article 5 de la présente annexe. Aucune autre somme ne pourra être exigée de l'Opérateur pour l'acquisition et la prolongation du droit d'accès au réseau FTTH.

Il est entendu que les tarifs de cofinancement et de prolongation décrits ci-dessus ne comprennent pas le tarif dû au titre de l'exploitation technique du réseau FTTH à l'exploitant du réseau FTTH pour l'usage de ce dernier. L'usage du réseau FTTH fait l'objet du paiement par l'Opérateur d'une redevance mensuelle facturée par RIP FTTH pendant la période d'exécution du Contrat de la Commande Publique, puis soit par RIP FTTH s'il décide de continuer à exploiter le réseau FTTH, soit nouvel exploitant du réseau qui serait retenu par RIP FTTH, soit au cessionnaire.

Le maintien et la continuité des conditions techniques et tarifaires pendant la durée des Droits Initiaux prolongés dans le cadre des présentes, soit pendant quarante (40) ans, sont des éléments essentiels de la présence de l'Opérateur sur le réseau FTTH et ce, quelles que soient les conditions dans lesquelles le réseau

FTTH pourra être exploité pendant cette durée et quel que soit l'exploitant du réseau FTTH (concession, affermage, éventuel cessionnaire etc.).

article 3 - Résiliation de l'annexe

En cas de résiliation des Conditions d'Accès aux torts de l'Opérateur pour non-respect des obligations contractuelles conformément aux stipulations de l'article 21.2 des Conditions Générales des Conditions d'Accès, la présente annexe sera caduque. Elle ne sera plus opposable entre les Parties, ni à aucun cessionnaire ou nouvel exploitant commercial du réseau FTTH. Une telle résiliation de la présente annexe ne donnera lieu au versement d'aucune autre indemnité de part et d'autre que celle éventuellement prévue aux Conditions d'Accès selon l'hypothèse de résiliation considérée.

En cas de résiliation de l'annexe par RIP FTTX, ce dernier sera redevable d'une indemnité qui ne pourra en tout état de cause être inférieure à la différence entre le tarif récurrent de l'offre de location à la ligne et le tarif récurrent attaché au co-investissement ab initio, cette différence étant multiplié par le nombre de lignes cofinancés par l'Opérateur et valorisé sur la période [de perte des droits] avec un taux d'actualisation conforme aux standards du marché.

article 4 - Cession ou transfert du réseau FTTH

En cas de cession ou transfert du réseau FTTH à un tiers, l'intention des Parties est de s'assurer du maintien et de la continuité des conditions d'accès au réseau FTTH pendant la durée des Droits Initiaux prolongés pour une durée complémentaire de vingt (20) ans dans le cadre des présentes. En particulier, dans un tel cas de cession ou transfert du réseau FTTH à un tiers, RIP FTTX s'engage à faire figurer dans l'acte de cession ou transfert une clause imposant au cessionnaire ou bénéficiaire du transfert, d'une part, de maintenir les conditions techniques, juridiques et financières d'accès au réseau FTTH auprès de l'Opérateur pour la durée restante des Droits Initiaux prolongés et stipulant expressément que le cessionnaire ou bénéficiaire du transfert s'engage à imposer à tout nouveau cessionnaire ou bénéficiaire du transfert de maintenir les conditions techniques, juridiques et financières d'accès au réseau FTTH auprès de l'Opérateur pour la durée restante des Droits Initiaux prolongés.

En cas de cession ou transfert de la présente annexe, RIP FTTX s'engage à faire figurer dans l'acte de cession ou transfert une clause stipulant que le successeur sera redevable d'une indemnité qui ne pourra en tout état de cause être inférieure à la différence entre le tarif récurrent de l'offre de location à la ligne et le tarif récurrent attaché au co-investissement ab initio, cette différence étant multiplié par le nombre de lignes cofinancés par l'Opérateur, et valorisé sur la période [de perte des droits] avec un taux d'actualisation conforme aux standards du marché.

article 5 - Modalités tarifaires associées à la prolongation des Droits Initiaux

Les modalités tarifaires associées à la prolongation du droit d'accès au réseau FTTH mis à disposition durant l'engagement de cofinancement de l'Opérateur, pour chaque tranche de cofinancement de 5% souscrites par l'Opérateur, seront les suivantes :

- pour la 1ère période de prolongation des Droits Initiaux correspond aux 5 premières années immédiatement consécutives au droit d'accès au réseau FTTH initialement concédé : la prolongation du droit d'accès au réseau FTTH durant cette période est facturée à un montant défini comme étant le produit du prix forfaitaire par Logement Couvert (ou par Logement Raccordable) applicable à la date d'installation du PM (ou du Câblage de Site) tel que décrit à l'annexe prix des Conditions d'Accès par le coefficient multiplicateur de prolongation. Le coefficient multiplicateur de prolongation applicable est déterminé en fonction de la différence entre l'année d'installation du PM et l'année au cours de laquelle l'Opérateur a souscrit sa tranche d'engagement de cofinancement, tel que figurant ci-dessous :

décalage (années)	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
coefficient CA_x	0	0	0	0	0	0	0,01	0,03	0,06	0,1

décalage (années)	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	≥20
coefficient CA_x	0,16	0,22	0,3	0,38	0,47	0,58	0,69	0,82	0,96	1,03	1,03

Ce coefficient multiplicateur de prolongation est égal à la différence entre la valeur maximum du coefficient ex post tel que figurant à l'annexe « prix » des Conditions Particulières à la date de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur et le coefficient ex post qui lui aura effectivement été appliqué lors de la souscription de la tranche de cofinancement considérée,

Si la tranche de cofinancement de l'Opérateur est souscrite alors que le coefficient de prolongation est nul, le prix de la prolongation est fixé à 1 euro par Ligne FTTH.

- pour les trois périodes de 5 ans de prolongation suivantes : au prix d'1 euro par Ligne FTTH et par période.

article 6 - Modalités opérationnelles de la prolongation

Dans le cas où l'Opérateur ne souhaite pas prolonger ses Droits Initiaux à l'échéance de l'une des périodes de 5 ans tel que mentionné à l'article 2 des présentes, ce dernier notifie son refus de prolongation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (par voie postale ou électronique) dans le respect d'un délai de préavis de 6 mois avant l'échéance de la période considérée.

Au plus tard dix (10) ans après la signature des Conditions d'Accès, RIP FTTX adressera à l'Opérateur un état récapitulatif des PM installés comprenant la date d'installation du PM et la date d'expiration des Droits Initiaux prolongés. A compter de la quinzième année suivant la signature des Conditions d'Accès, RIP FTTX adressera au plus tard le 31 janvier de chaque année une mise à jour de l'état récapitulatif.

Sauf refus de prolongation des Droits Initiaux tel que ci-avant, RIP FTTX facturera à l'Opérateur le prix de la prolongation des Droits Initiaux sur un PM dans le mois suivant sa prolongation. La facture précisera la référence du PM concerné par la prolongation. Le refus de prolongation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité de part et d'autre.

article 7 - Arrêt définitif d'une Ligne FTTH

RIP FTTX a la faculté de décider de l'arrêt définitif de l'exploitation d'une Ligne FTTH et ce, moyennant le respect d'un préavis de cinq (5) ans avant l'arrêt de l'exploitation de la Ligne FTTH et de deux (2) ans avant l'arrêt des commandes d'accès à ladite Ligne FTTH. Une telle résiliation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité de part et d'autre.

article 8 - Dispositions diverses

Les Parties s'engagent, entre le début de la dix-huitième année et la fin de la vingt-troisième année suivant la signature des Conditions d'Accès, à négocier de bonne foi afin de définir les conditions de prolongation des Droits Initiaux ou de contractualisation d'un nouveau droit à l'issue de la durée de 40 ans. Cette renégociation portera sur la définition de la nouvelle durée du droit, sur les conditions techniques et financières de ce dernier et sur tous autres points sur lesquels les parties s'accorderont.

Etabli en deux exemplaires originaux,

Pour **RIP FTTX**

Pour **l'Opérateur**